

7 MARS 2016

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Politique énergétique de la France

FO Énergie et Mines dénonce les pressions étrangères

Flash
Info

Quelques jours à peine après que la ministre de l'Énergie, Ségolène ROYAL, ait publiquement indiqué son accord pour prolonger la durée d'exploitation des centrales nucléaires à 50 ans, des tirs croisés émanant d'autorités publiques étrangères font pression sur la France pour arrêter prématurément les centrales de Fessenheim et de Bugey.

La palme revient sans contestation possible à l'Allemagne. Sa ministre de l'Environnement a demandé l'arrêt de Fessenheim au prétexte d'un incident intervenu sur la centrale... en 2014. Alors que l'Autorité de Sûreté Nucléaire, qui ne peut être suspectée d'être accommodante avec EDF, a classé cet incident de niveau 1 sur une échelle allant jusqu'à 7, c'est-à-dire au niveau d'un incident mineur, la ministre allemande réécrit l'Histoire au mépris de toute réalité.

Pour ne pas être en reste, les Verts allemands ont demandé au gouvernement fédéral d'ouvrir des négociations avec la France en vue de fermer la centrale de Cattenom.

De leur côté, des collectivités suisses (la ville et le canton de Genève) ont décidé d'attaquer en justice la poursuite d'exploitation de la centrale de Bugey pour « mise en danger délibérée d'autrui ». Rien que cela !

Difficile de ne pas voir dans ces attaques simultanées une volonté coordonnée de peser sur la politique énergétique nationale alors que les mix énergétiques de chaque pays sont du ressort de chaque État.

Tout cela intervient, en effet, au moment où le Gouvernement doit prochainement arrêter la PPE (Programmation Pluriannuelle des Énergies). Il est à souligner que le groupe de travail qui devait se réunir mardi matin au Ministère sur ce sujet pour débattre de ces orientations a été reporté sine die.

FO Énergie et Mines dénonce vivement ces interventions inacceptables.

Ce n'est ni à Berlin ni à Genève que la politique énergétique de la France doit être définie.

FO Énergie et Mines poursuivra en tout cas son combat pour que les Français continuent de bénéficier des investissements faits sur les centrales nucléaires par EDF et pour que celles-ci, Fessenheim y compris, continuent à fonctionner dès lors que l'Autorité de Sûreté Nucléaire les juge aptes pour le service.

Fermer prématurément des centrales, y compris Fessenheim, représenterait une perte de valeur incompréhensible pour la Nation France, pour EDF détenue à 85 % par les Français et pour les usagers.